



Les Régionales en juin indiqueront la tendance politique de la France qui semble se maintenir à Droite : un ancrage traditionnel qui connut quelques entraves, depuis cette glorieuse troisième République. Les français pourront, à nouveau, expérimenter une politique toute vouée aux préoccupations territoriales de circonstance qui n'auront guère de changement que les précédentes, reposant simplement sur son aménagement dans un souci de répondre aux fantaisies coutumières des uns et des autres, enclins à formuler des préférences sur un environnement extrêmement dégradé et qu'il faut continuellement améliorer, dans l'instance que tout revienne à la normale ! La couleur des régions pasticheront la carte géographique d'un pays comme toujours divisé dont l'intérêt général est exploité à l'escient de chaque parti. On n'a guère vu une politique soucieuse de la vie des français. Fragmentés en leur fond sur des points d'achoppement qui ne prévalent nullement sur la pérennité d'une paix sociale toujours à conquérir, afin de pouvoir commencer quelques réformes sérieuses et salutaires, les partis politiques en lice, ne semblent toujours pas admettre que seul un consensus pourrait apporter une once de salut à une économie déclinante selon les rythmes des contextes fragilisés, relatifs au démantèlement des outils de travail nationaux. Effectivement, impérieux devoir institutionnel des partis en filigrane briguant le siège présidentiel, en 2022, que cette prise de fonction électorale, quelle que fût le degré de valeur politique visé. Elle se doit de répondre favorablement aux doléances des français dans leur vaste majorité si possible, en tenant toutefois compte d'une minorité risquant d'atteindre le Tiers...État ! La majorité suffisante à une élection ne l'emporte jamais sur la nation tout entière qui reste divisée (un signe de démocratie) dont une frange importante repose entre les voix des contestataires puissamment animés d'hostilité à l'encontre des élus. Quand bien même le pouvoir en place s'arrogerait-il toutes les prérogatives de gestion du pays, il est redevable des comptes de l'état au regard du contre-pouvoir qui représente un perpétuel adversaire politique impénitent !

Dans les ambitions qui se dessinent à l'échéance électorale 2022, le Rassemblement National est classé parmi les favoris, devant Les Républicains, LREM et ce qui subsiste encore de la Gauche socialiste, sabordée aux dernières élections d'avant l'avènement d'Emmanuel Macron. Un pays comme la France, pardon du peu de considération que l'on lui porte, en ces temps difficiles, tracassé de toute part, aujourd'hui, ne peut se satisfaire d'une politique manquant de sérieux dans la gestion de ses affaires publiques que les Institutions civiles sont censées garantir au peuple, moyennant des symboles dont l'usure visible périclité les valeurs d'autrefois qui les incarnèrent, au temps où la gloire couvrait ce pays d'une notoriété mondialement percluse, à ce jour, de ses propres stigmates !

Et il est de bon ton, à ce propos, de revenir sur quelques bévues à caractère populiste qui ont défrayé les chroniques médiatiques, toujours friandes de déguster ce genre de faits divers. La lâcheté avec laquelle un acharnement historique s'abat sur ce pays, suite à ses engagements dans sa propre histoire, notamment inscrite dans celle couverte par Napoléon (puisqu'il faut le citer) remontant jusqu'à Colbert -peut-être Cro-Magnon aura-t-il sa citation-, relève d'intentions destructrices de la première république internationale ayant inspiré les peuples aux soulèvements généraux dans le monde. Les dégradations de monuments historiques dont quelques symboles incarnés par des figures emblématiques gênent la société moderne où ils ne trouvent point leur place, appartiennent à l'âge primaire de la condition humaine inférieure à l'évolution présente des peuples entièrement libérés des contraintes forcées, liées à l'asservissement de cette même condition humaine. Le seul éventuellement à émettre des judicieuses contestations relatives à cette condition humaine eût été Franc Fanon qui ne se serait jamais adonné à la destruction d'emblèmes ! Ajoutons à ce phénomène orchestré par des états qui ont intérêt à ce que ce genre de racisme politique se développe, au même titre de manifestations hostiles aux arts devenus soudainement dégénérés pour des raisons d'éthiques immorales où la société n'a réellement jamais cultivé une stricte morale pratiquement impossible à faire appliquer à une population de dégénérés ! De cette unité tant attendue entre classes sociales, une cassure apparente est apparue, non pas d'un point de vue politique ; mais effectivement dans le fondement d'une éthique qui ne peut se formaliser. Le règne ainsi divisé peut désormais se maintenir dans un manichéisme sociétal !

Un bilan à chaque fin de quinquennat est établi par les successeurs de l'Élysée, duquel les nouveaux locataires entièrement reconstitués dresseront la listes des erreurs commises par leurs prédécesseurs qui ne tinrent point compte des suppliques populaires, certes sempiternelles, mais ayant eu l'avantage d'avoir été formulées avec sincérité (les anecdotes des Gilets Jaunes ont considérablement dégradé le climat politique durant plus d'une année, affaiblissant à prément le pouvoir d'Emmanuel Macron et les espoirs de sa réélection), et cela afin de mesurer les efforts réalisés pour donner au pays un nouvel élan dans son évolution synergique. Les conclusions corroborent souvent, hélas, avec l'appartenance politique qui en est à l'origine : chaque manipulation institutionnelle laisse des traces qui deviennent, avec le temps, indélébiles...

Disons-le comme la plupart des français le pense, la politique qui se rapprocherait de thèses ségrégationnistes en camouflé, sous les aspects de démocratie souveraine, serait un terrible échec pour une symbiose sociale qui fait toujours défaut en France. Quelles que soient les intentions du parti amené jusqu'à la préture (les plébéiens en ont accès), il se devra de tenir compte de l'importance des opposants qui constitueront de toute évidence le contre-pouvoir légitime à l'élection présidentielle, advenue sous les auspices de la légitimité du vote qui inscrit sa désapprobation dans un devoir citoyen tout à fait légal ; à moins que les intentions des nouveaux locataires de l'Élysée eussent été de modifier la Constitution ! Il faudra alors consulter les organes institutionnels comme le Sénat, comme le veut la tradition républicaine, au demeurant affronter les hordes populaires en liesse !

Ce qui ne manquerait point de provoquer une révolution que tous attendent patiemment, sans grand enthousiasme nonobstant les contextes délétères apparents, mais en signe d'espoir de véritable changement politique ! En tout a priori, le coup d'état et une révolution civile étant impossible en France, aujourd'hui, il faudra envisager un refus de répondre aux injonctions gouvernementales, découlant du nouveau pouvoir élu, en essayant de reconduire des manifestations ancrées dans les préceptes démocratiques de 1789 si possible (puisque la tradition veut que l'on brûlât tous les symboles de l'Ancien Régime, comme avec les Gilets Jaunes qui n'ont épargné aucune des infrastructures conformes à ces schémas) : une réplique de la Terreur ! La menace est réelle, si l'on tient compte des conjonctures successives qui se sont manifestées au cours de ces vingt dernières années de marasme social et de conflits politiques internes, en Europe également, sans véritable apaisement des foules, promptes à emboîter le pas pour manifester leur mécontentement, ne serait-ce que pour saisir l'occasion de faire part au(x) pouvoir(s) que les français existent et usent de leur droit d'ouvrir leur gueule pour continuer à ne rien dire !

Les Anglais, avec le Brexit, eux, firent preuve de pragmatisme, en ayant effectué un retrait (filer à l'anglaise dit-on, en France) forcé de l'espace dans lequel, ils se firent piéger, malgré une réticence de faire parti de ce nouveau marché commun, fondé sur des sommes allouées à des états peu scrupuleux de justifier leurs dépenses dispendieuses, souvent sans factures –l'espace Schengen inclus des états européens qui, en fait, profitent avidement des mannes européennes auxquelles les Anglais contribuaient financièrement : entretenir des gens à rien foutre n'est pas dans la culture d'Adam Smith !

La France hors de l'Europe deviendrait un état non seulement complètement isolé, mais de surcroît appauvri d'une force économique vive qui impulse l'énergie d'un PIB devenant ainsi insuffisant pour alimenter les secteurs économiques relatifs à nos institutions (Armée, Justice, Sécurité, Social, Enseignement, etc.). Il faudrait alors, dans un cas éventuel, sacrifier des secteurs inutiles, comme ceux destinés à « entretenir » des masses sociales assistées dans toutes leurs activités individuelles, grevant les budgets de l'état, lesquels eussent été employés pour améliorer cette structure-même qui maintient encore debout la France ! L'alternative à une telle erreur de directive entraînerait une véritable guerre civile dont l'armée couvrirait de ses armes, le peuple ; comme il se doit lorsque celui-ci est en danger ! Utopique scénario qui restera pour lors consigné dans les prévisions cinématographiques à venir.

Marine le Pen, selon les tendances populistes représente seule, en ces jours troubles, la force vive qui relèverait la France des abus politiques qui ont été pratiqués durant ces dernières décennies !, si l'on tient compte des bilans présidentiels retenus par le lectorat et de la tendance populaire actuelle qui tend à opter pour une remise en ordre du pays ! Ne point omettre que le peuple seul démet les présidences, quand bien même en eût-il élu son représentant.

Jean Canal. Revu corrigé au petit matin...16 mai 2021.